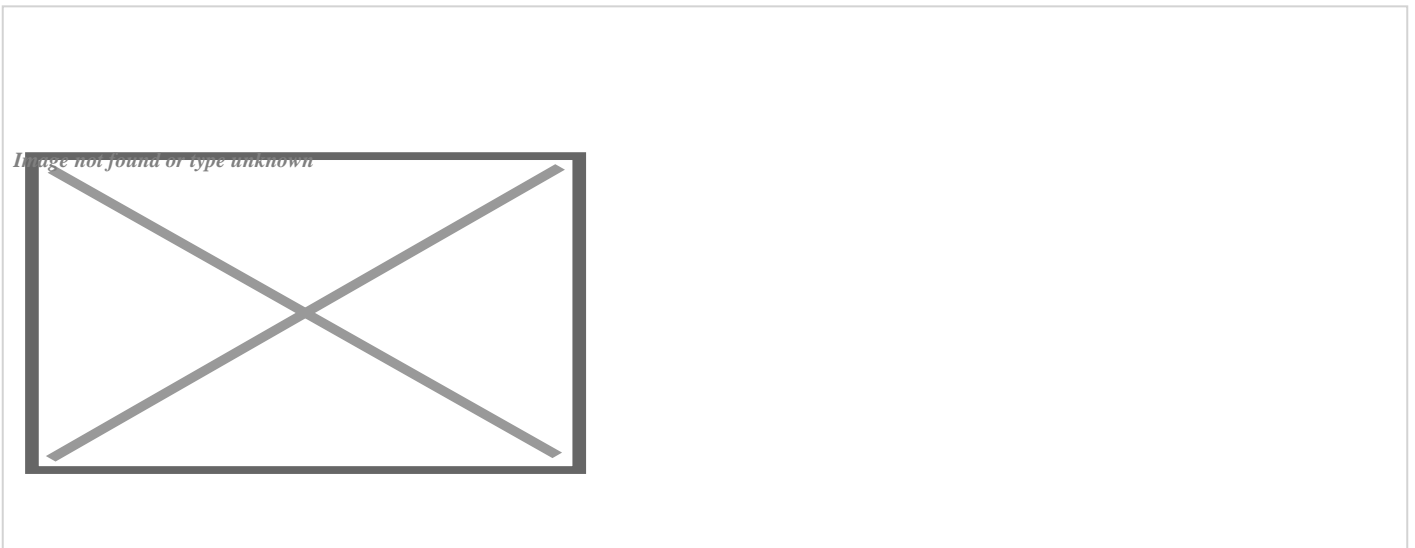


Extension à six mois de la détention de l'ancienne présidente de facto de la Bolivie



La Paz, 22 mars (RHC) Un tribunal a augmenté aujourd'hui de quatre à six mois l'ordre de détention préventive contre l'ex-présidente de facto, Jeanine Áñez, contre deux anciens ministres de son régime, tous trois accusés de coup d'État et de terrorisme.

La Cour pénale du tribunal départemental de La Paz, saisie d'un appel, a ordonné la mesure pour Áñez et les anciens ministres Álvaro Coimbra et Rodrigo Guzmán, qui ont été placés en détention provisoire pendant quatre mois par une juridiction inférieure le dimanche dernier.

Les charges sont liées au coup d'État qui, en novembre 2019, a contraint à la démission le président Evo Morales et a déclenché une vague de répression avec des dizaines de morts, ainsi que des blessés et des prisonniers.

À l'issue d'une audience qui a duré plus de huit heures, la Cour a accédé à la demande de prolongation de la détention provisoire présentée par le Procureur général de l'État.

D'autre part, Áñez a été transférée de la prison pour femmes du quartier d'Obrajes à celle de Miraflores, où elle bénéficie de meilleures conditions pour soigner sa santé, a expliqué le directeur du régime pénitentiaire, Juan Carlos Limpías.

Elle a été placée dans une cellule équipée avec un lit d'hôpital, du matériel médical et des médicaments, ainsi que du personnel de santé prêt à s'occuper de tout malaise dont pourrait souffrir la prisonnière, qui a reçu la visite d'un représentant des Nations Unies, selon des sources journalistiques.

Entre-temps, l'ancien président et éminent juriste Eduardo Rodríguez a déclaré que l'intronisation d'Áñez comme présidente était plus grave qu'un coup d'État parce qu'elle interrompait la plus longue période de gouvernements démocratiques.

'En Bolivie, ce que nous avons malheureusement eu, c'est un déraillement de notre ordre constitutionnel', a-t-il affirmé, en niant tacitement les allégations de l'opposition selon lesquelles il n'y aurait pas eu de coup d'État en Bolivie.

De son côté, l'ancien président Evo Morales, dirigeant du Mouvement vers le Socialisme (MAS) au pouvoir, a sévèrement critiqué la hiérarchie de l'Église catholique pour avoir nié qu'il y ait eu un coup d'état en novembre 2019.

Il a également accusé les évêques de justifier la violation de la Constitution et d'absoudre les auteurs des massacres commis par le gouvernement de facto qui s'est terminé en novembre 2020 avec l'élection à la majorité absolue du président Luis Arce, ce qui a permis au MAS de revenir au gouvernement du pays.

Morales a également indiqué que la hiérarchie religieuse a reconnu sa participation à une réunion politique qui a décidé qu'Áñez, sans lui succéder, assumerait la présidence, c'est-à-dire que la décision n'a pas été prise par l'Assemblée législative plurinationale (Parlement) comme le prétendent les partis impliqués dans le coup d'État.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/251441-extension-a-six-mois-de-la-detention-de-lancienne-presidente-de-facto-de-la-bolivie>



Radio Habana Cuba